

Assemblée régionale de citoyens

Bâtissant des citoyennetés au Sud

"La patrie est humanité... la patrie est ce bout d'humanité que nous touchons de très près et dans lequel nous sommes nés... raison pour laquelle, notamment, l'homme est obligé d'y accomplir son devoir d'humanité"

José Martí

Peu avant de mourir les armes à la main dans sa lutte pour l'indépendance de Cuba, José Martí, l'exilé et diplomate cubain mais surtout le poète et penseur, écrivit ces mots selon lesquels la patrie est, expressément, une responsabilité envers l'humanité, là où cette humanité est plus près de nous, là où nous avons eu la chance de naître. Ce concept, d'une évidente actualité et qui fait partie depuis longtemps du patrimoine culturel et éthique latino-américain, a été exact au rendez-vous du mouvement mondial et de cette heureuse rencontre est né un cheminement, une façon de délibérer et de bâtir avec des acquis considérables en seulement un an d'existence. Il s'agit de l'avènement de l'ASSEMBLEE REGIONALE DE CITOYENS DU CONE SUD.

La recherche

Les processus de crise et de mue culturelle, profonds de la fin du XX^e siècle, propres à un changement radical d'époque, les irréversibles perversions, crimes et menaces en tout genre endurés, que ce soit aux mains du capitalisme libéral, du fascisme ou du socialisme réel, surgis avec ce que chaque camp présentait jusqu'alors comme développement, ont enlevé tout crédit aux grands discours considérés comme dénués de sens politique, social et culturel. En même temps, les vieilles injustices sociales d'ordre structurel, les inégalités citoyennes et le refus de la différence ne se sont pas estompés, au contraire, accentuant ainsi la crise des rapports entre société et environnement.

Ce mélange accablant d'insécurité sociale, d'incertitudes philosophiques et de faillite de la confiance en notre propre modernité, a donné lieu à deux grandes tendances opposées se combinant et se superposant tour à tour. D'un côté, la désespérance dans le genre humain (pessimisme) ou la négation de toute réalité substantielle (mihilisme), et la recherche exclusive du propre plaisir (hédonisme égoïste). De l'autre côté, l'idée que tous ces phénomènes ajoutés aux menaces d'éventuels ordres dictatoriaux et de dégradations écologiques majeures, justifient encore davantage le souci manifeste des individus en quête d'un nouveau type de régulation, d'un nouveau contrat social à l'échelle locale, régionale et mondiale, rendant, non seulement souhaitable mais indispensable, l'exercice d'une citoyenneté active pour étendre, soutenir et approfondir d'authentiques ordres démocratiques, car les seuls mécanismes juridiques et institutionnels, même s'ils sont essentiels, deviennent insuffisants faute d'un dévouement et d'une implication citoyenne dans les affaires publiques.

Le besoin de Nouveaux Cadres Éthiques, Pluriels et Solidaires

Dès le début de la décennie 1990 ces inquiétudes ont été catalysées à travers un réseau de débats et d'actions animé par des groupes et des personnes de tous horizons. L'axe principal de ce processus, intégrant une gamme très diversifiée de personnes et d'organisations, était la simultanéité du besoin

de Nouveaux Cadres Éthiques, pluriels et solidaires. Et comme base d'un nouveau pacte social, un mode jusque là inédit de construire et de réguler les relations humaines, rapportées, essentiellement, aux droits des autres, ceux des générations futures, de l'environnement et de l'univers encore à explorer. En un mot, jeter les bases d'un nouveau mode de régulation des relations sociales, fondé sur la responsabilité et le rôle actif et citoyen de la société civile.

Ce n'est pas un projet reniant les acquis cumulés de la réflexion et des pratiques sociales découlant des Droits de l'Homme. Il s'agit de les compléter et de les actualiser pour franchir cette période critique. Il ne nait pas non plus la pléthore d'initiatives similaires, telles que les sommets alternatifs, les conférences civiles et les forums sociaux. Au contraire, on savait et on ressentait ce grand mouvement comme faisant partie de la nécessaire réponse de l'humanité à la crise globale de civilisation.

Un processus mondial de cinq Assemblées, réalisées en juin 2001 et réunissant la diversité citoyenne, couronné par l'Assemblée mondiale tenue à Lille en décembre de la même année, est à l'origine d'un long cheminement de réflexions et de pratiques collectives et plurielles, couvrant, par le biais de conférences, de rencontres, pratiquement tous les continents, nouant des alliances pour la réflexion et l'action à l'échelle du monde.

La rencontre

La particulière configuration culturelle sud-américaine a pris part à cette heureuse rencontre globale qui se déploie sur les régions du monde. Là où la crise et le changement d'époque ont des formes spécifiques et impérieuses, où la mémoire et les sentiments sont profonds et riches, même s'ils sont aussi ambigus et tragiques ; au sud du monde, ce mouvement de réflexion et d'action citoyenne est venu se fondre dans le creuset des luttes, des idées et des voix pour un nouvel horizon régional, pour que l'humanité voit un nouveau jour, pluriel et solidaire.

Dans leur longue et large recherche d'alternatives à la mondialisation capitaliste néolibérale, les peuples sud-américains ont également besoin et cherchent à refaire la géographie, à reconfigurer les territoires. Les barrières géographiques et culturelles marquées du sceau colonial, craquent de toutes parts. Mais cela impose le défi colossal de changer impérativement la géométrie politique et la culture, voire le mode de penser.

Nous n'inventons rien, il s'agit de processus en cours. L'Assemblée régionale de Citoyens se nourrit des nombreux liens régionaux et des expériences existantes, par la concertation et le dialogue participatif et l'action d'individus et d'organisations de l'Argentine, du Pérou, la Bolivie, l'Uruguay, le Chili et, bientôt, le Paraguay. Cette région entretient une relation dynamique et souple avec les autres pays de l'Amérique du Sud.

Objectifs

L'Assemblée établit des liens et dialogue avec d'autres initiatives similaires sur la région (forums, rencontres et réseaux), même si elle met explicitement l'accent sur la réflexion et les projets. Le but est de se constituer en processus de délibération, de réflexion et de banc d'essais des nouvelles formes possibles de régulation de l'ordre social, de l'ensemble de nouvelles valeurs alternatives, pour bâtir, en l'exerçant, une nouvelle citoyenneté, responsable, plurielle et solidaire. Un processus de réorganisation sociale durable à partir de chaque territoire régional, afin d'y construire, à partir de la base, les systèmes sociaux et politiques aptes pour vivre en paix dans une société hétérogène. Ce processus tient de la logique des conseils communautaires ou des assemblées constituantes, à la seule différence qu'il n'a pas de cadre juridique ou institutionnel.

Et puisque il ne pouvait pas en être autrement, l'Assemblée a traduit la pluralité, la diversité, les contradictions, les complexités et les dynamiques propres à la région. Et tout particulièrement, les richesses et diversités géographiques, générationnelles et des pratiques socioprofessionnelles, un ensemble hétérogène et vaste des savoir-faire et de regards. Bien entendu, cela a imposé un développement nécessairement inégal, non dénué d'obstacles, mais qui fait cependant l'un de ses objectifs manifestes et fondamentaux : l'interdépendance et l'imbrication de la différence ; développant, pour ce faire, une nouvelle éthique, une nouvelle pensée et une nouvelle reconnaissance.

En somme : un processus systématique de dialogue, de réflexion et de propositions pour une nouvelle gouvernance, centré sur la justice et l'inclusion, un renouvellement des outils de la démocratie et des formes d'interaction entre les problèmes locaux et globaux pour que les citoyens, individuellement et collectivement, ne se sentent pas impuissants face à des problèmes nouveaux dont la magnitude et la complexité les dépassent.

Outil d'inclusion, d'interdépendance et d'articulation de la différence pour faire naître des priorités et des stratégies communes et, construction d'une pensée collective, idoine et utile sur le futur de la région et qui s'inscrit dans une vision planétaire.

L'intégration régionale

Des réalités en cours telles que les migrations, les flux omniprésents et toujours croissants de communications et d'idées, la globalisation de la consommation, des processus de production et d'emploi, les menaces bellicistes, environnementales et pandémiques, parmi beaucoup d'autres, dépassent la capacité des Etats en tant qu'agents de la politique extérieure, en général, et de l'intégration régionale, en particulier. Le nouveau scénario et les défis qu'il comporte nous change nécessairement en agents d'un nouvel ordre social, y compris en matière de relations internationales ; ce qui suppose une intégration citoyenne d'un nouveau genre : quotidienne, agissante, profonde, incluante, pacifique et solidaire.

L'Assemblée est aussi un outil de dialogue pour la paix et l'intégration régionale solidaire.

L'Assemblée Citoyenne Régionale à l'horizon 2010

Les créations de réseaux de jeunes et de médias alternatifs, lors de la rencontre de Valparaíso, Chili, en janvier 2007, et de la rencontre préparatoire d'Antofagasta, Chili, en avril de la même année autour de la solution maritime pour la Bolivie, et celle sur l'éducation dans le cône sud, à Córdoba en janvier 2008 ; constituent les événements marquants du processus de l'Assemblée, qui ont permis de consolider des équipes de travail dans chaque pays et de définir un Agenda à long terme, dont les deux premières années serviront à "préparer" une première Assemblée Régionale de Citoyens du Cône Sud, en l'an 2010. Le but, tout au long de ces deux années, est d'élaborer des "Cartes de Principes" et des "Plans d'Action Collectifs".

L'Agenda, vise et travaille lors de cette période préparatoire, à la création d'une alliance citoyenne de femmes pour l'Assemblée de la prochaine rencontre de Lima, Pérou, en avril 2008. D'autres alliances concernant des secteurs stratégiques non excluants ont été définies : celle de l'enseignement supérieur, écoles, collèges et lycées, l'environnementale, celle des militaires pour la Paix, celle des religieux, une qui réunirait les peuples indigènes, une autre pour les Droits de l'Homme, celle des mouvements sociaux, une des acteurs culturels, une concernant les municipalités et le pouvoir local, et enfin, une des migrants.

Il définit aussi le développement qualitatif et systématique de nouvelles méthodologies (comment faire...) collectives, étant l'axe fondamental pour assurer la réussite des objectifs.

On a également étudié la création de chaires de réflexion systématique de Peuples indigènes et d'Intégration régionale, ainsi que la construction de supports virtuels de communication et diffusion, tant pour les dialogues permanents comme pour les réflexions et propositions. Pour alimenter ce processus il est nécessaire l'intégration d'autres personnes et organisations, et la construction d'alliances avec d'autres secteurs et d'autres initiatives.

Nous lançons donc une invitation permanente à tous, aux militants des droits de l'homme, aux organisations et aux mouvements sociaux, aux ONG, etc., partageant ces objectifs, à faire partie du processus et à l'enrichir, à communiquer, à s'impliquer et à intégrer le processus de l'Assemblée Régionale Citoyenne du Cône Sud.

Ainsi prend forme le mouvement mondial pour une nouvelle citoyenneté et une nouvelle Gouvernance régionale. Notre nord est le sud. Notre fin est le commencement.

Groupe de Coordination Assemblée Régionale de Citoyens Cône Sud

corayun@hotmail.com

www.asamblearegionalciudadana.blogspot.com